

## Le FMI accorde une bouffée d'oxygène à la Tunisie en crise

Un accord préliminaire a été trouvé entre l'institution internationale et Tunis pour un prêt de 1,9 milliard de dollars. Le montant est inférieur aux attentes des Tunisiens qui devront convaincre d'autres bailleurs d'ici la fin de l'année. Le pays, à court de liquidités, subit d'importantes pénuries de denrées alimentaires et de carburant.



De longues files d'attente se sont formées devant les stations-service de la capitale tunisienne et sa région, alors que le pays peine à s'approvisionner en carburant. (Fethi Belaid/AFP)

Par [Sophie Amsili](#)

Publié le 18 oct. 2022

C'est une petite bouffée d'oxygène pour un pays qui s'enfonce dans la crise. Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé samedi que son équipe en Tunisie avait conclu un accord préliminaire avec les autorités locales en vue d'un prêt de 1,9 milliard de dollars sur quatre ans. C'est l'aboutissement de longues discussions, brièvement suspendues l'an dernier lorsque le président Kaïs Saïed s'était [arrogé les pleins pouvoirs](#). L'accord doit

encore être approuvé par le conseil d'administration de l'institution de Washington en décembre.

En échange de ce décaissement, le gouvernement tunisien s'engage notamment à améliorer la fiscalisation de l'économie informelle, à poursuivre ses efforts pour contenir l'énorme masse salariale du secteur public et pour [éliminer progressivement les subventions](#) aux produits de première nécessité, indique le FMI dans son [communiqué](#) . Tunis s'engage aussi à mettre en place des mesures de soutien aux plus modestes et à lancer un programme global de réforme des entreprises publiques.

Comment ces réformes douloureuses vont-elles concrètement être mises en place, alors que l'UGTT, le puissant syndicat ouvrier du pays, s'oppose à plusieurs d'entre elles ? Les autorités tunisiennes sont restées silencieuses depuis samedi.

### « Trop peu et trop tard »

Comme d'autres économistes tunisiens, Hakim ben Hammouda, qui fut ministre des Finances en 2014-2015, se montre partagé sur l'accord annoncé : « C'est une bonne nouvelle dans la mesure où cela va réduire la pression sur les finances publiques tunisiennes et certainement éviter à la Tunisie une nouvelle dégradation de sa note souveraine », explique-t-il.

« Mais c'est trop peu et trop tard, poursuit-il. Le prêt est nettement inférieur aux attentes des officiels tunisiens, qui avaient demandé 4 milliards de dollars et espéraient en réalité en obtenir entre 2 et 2,2 milliards. Et c'est trop tard, car il ne reste plus que quelques mois à la Tunisie pour trouver les financements restants afin de boucler son budget 2022. » Ce dernier s'appuie sur plus de 6 milliards de dollars d'emprunts, dont près de 4 milliards de dollars à l'étranger. L'économiste évoque désormais une « course contre la montre » pour débloquer d'autres crédits, probablement des financements européens.

### Pénuries de carburant et denrées alimentaires

Cette annonce intervient au moment où la colère monte dans le pays, en proie à d'importantes pénuries et à une inflation galopante - 9,1 % sur un an en septembre, un record depuis trente ans. L'urgence économique reprend ainsi le dessus après une année de crise politique et institutionnelle marquée par le coup de force de Kaïs Saïed pour s'approprier tous les pouvoirs et [l'adoption d'une nouvelle Constitution](#) entérinant ce virage autocratique.

Depuis plusieurs semaines, la Tunisie manque de farine, lait, beurre, huile végétale, sucre, café, riz... Des produits absents des étagères ou rationnés dans de nombreux magasins. Et depuis plusieurs jours, l'essence manque dans le nord du pays. Faute de devises, le pays

ne parvient plus à importer les matières premières, devenues plus rares et plus coûteuses, dont il dépend.

La ministre de l'Energie, Neila Gongj, a reconnu à la télévision des « difficultés financières » pour l'importation de carburant. « Avant, les fournisseurs nous donnaient un mois ou deux pour régler nos factures, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Ils ne déchargent pas leur cargaison tant que les précédentes n'ont pas été payées », a-t-elle expliqué. Le gouvernement tunisien ne communique pas sur l'état des réserves stratégiques de carburant, mais celles-ci seraient tombées à un niveau critique.